

Le Canada a récemment convenu d'appuyer les propositions voulant que la BID utilise certains de ses fonds pour faciliter la réduction de la dette multilatérale en étroite collaboration avec le FMI et la Banque mondiale tout en veillant à se donner la capacité de gérer ces opérations complexes.

Autre

Le gouvernement recherche des possibilités d'élargir un projet de gestion de la dette lancé à l'origine par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) en collaboration avec le Secrétariat du Commonwealth de façon à inclure les pays ne faisant pas partie du Commonwealth. L'ACDI et le CRDI examineront des moyens d'adapter le programme aux pays non anglophones et fourniront le matériel, la formation et les logiciels spécialisés pour permettre aux pays en développement d'améliorer la gestion de leurs engagements et de leur trésorerie.

Une saine gestion fiscale et monétaire au Canada renforcera les efforts des pays lourdement endettés car la diminution des emprunts à l'étranger (les Canadiens ont emprunté 20 milliards de dollars à l'étranger l'an dernier) accroîtra le montant des capitaux internationaux disponibles pour les pays débiteurs.

Conclusion

La sollicitude du Canada à l'égard des difficultés qu'éprouvent les pays en développement accablés de dettes ne reflète pas seulement des préoccupations d'ordre humanitaire. Des pays en développement dont l'économie est florissante et marquée du sceau de la croissance constituent des partenaires plus solidaires dans un monde interdépendent. Leur croissance suscitera des possibilités nouvelles pour les exportateurs et les investisseurs canadiens qui, à leur tour, seront générateurs d'emplois au Canada. Le progrès économique et le développement des pays ne pourront que contribuer à l'atténuation des tensions régionales et à la promotion de la paix et stabilité.